

## L'économie française en 2002

### **Alpha Études**

19 rue Fauchier

13002 Marseille

Tel : 04 91 14 81 30

Fax : 04 91 14 81 31



La reprise attendue après le fort ralentissement de l'économie française en 2001 (+2,1% contre +3,8% en 2000) ne s'est pas réalisée. Au contraire, ce ralentissement s'est poursuivi en 2002 (+1.2%). Les prévisions pour 2003 sont de +0.9%.

L'environnement économique européen et mondial a été, il est vrai peu favorable à une reprise soutenue de l'activité économique en 2002. La zone Euro connaît des taux de croissance relativement médiocres (+0.8% en 2002). L'Allemagne avec une croissance quasi nulle (+0.2%) voit se profiler le spectre de la déflation en 2003 (prévision de +0.1%), à l'instar du Japon qui vient de connaître sa deuxième année consécutive de récession (-0.3% en 2001 et -0.7% en 2002).

Aux Etats-Unis après la récession de 2001 (+0.2%), la reprise de 2002 (+2.4%) semble se confirmer début 2003 (prévision de +2%). L'économie américaine confirme ainsi son rôle moteur dans le cycle économique mondial. (Voir graphiques 1 et 2)

## 1 La croissance française de nouveau ralentie

Les comptes nationaux annuels pour l'année 2002 qui viennent d'être publiés<sup>1</sup> permettent de donner une image macro-économique assez précise de ce qu'a été la dynamique de la croissance française l'année dernière.

	Croissance annuelle en %			Contribution à la croissance du PIB		
	2000	2001	2002	Moyenne 1998-2000	2001	2002
<b>Dépense de consommation finale</b>	<b>2,7</b>	<b>2,8</b>	<b>2,1</b>	<b>2.1</b>	<b>2.1</b>	<b>1.6</b>
<i>Dont Ménages</i>	<i>2,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1.7</i>	<i>1.4</i>	<i>0.6</i>
<i>Dont Administrations Publiques</i>	<i>2,8</i>	<i>2,9</i>	<i>4,1</i>	<i>0.4</i>	<i>0.7</i>	<i>1.0</i>
<b>FBCF</b>	<b>7,8</b>	<b>1,9</b>	<b>-1,6</b>	<b>1.4</b>	<b>0.4</b>	<b>-0.3</b>
<i>Dont Entreprises</i>	<i>8,5</i>	<i>3,4</i>	<i>-2,9</i>	<i>0.9</i>	<i>0.4</i>	<i>-0.3</i>
<i>Dont Administrations Publiques</i>	<i>10,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>0.2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dont Ménages</i>	<i>3,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0.2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>Solde extérieur*</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>-0.3</b>	<b>0.1</b>	<b>0.3</b>
<i>Dont exportations</i>	<i>12,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>2.2</i>	<i>0.5</i>	<i>0.4</i>
<i>Dont importations</i>	<i>14,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>-2.5</i>	<i>-0.4</i>	<i>-0.2</i>
<b>Variations des stocks*</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>0.4</b>	<b>-0.6</b>	<b>-0.4</b>
<b>PIB</b>	<b>3,8</b>	<b>2,1</b>	<b>1,2</b>	<b>3.6</b>	<b>2.1</b>	<b>1.2</b>

\* en contribution à la croissance

<sup>1</sup> INSEE, *Informations rapides*, série « principaux indicateurs », Les comptes de la nation en 2002, n°125, 29 avril 2003.



Ils le permettent notamment à travers l'examen des contributions à l'évolution du PIB au cours des dernières années. Rappelons que ces contributions précisent comment s'est construite l'évolution du PIB en moyenne sur un an à travers les variations sur la même période de ses principales composantes (consommation, investissement, solde extérieur et variations des stocks); ces variations tiennent compte de l'évolution annuelle de ces composantes et de leur poids dans le PIB. Le total des contributions des composantes est ainsi égal au taux de croissance du PIB.

Le fléchissement de la croissance s'est accompagné d'une profonde transformation de la structure des contributions des différentes composantes du PIB à cette croissance.

Durant la période de haute conjoncture des années 1998-2000, les contributions positives à la croissance sont relativement équilibrées pour ce qui est de la consommation finale et de l'investissement. De plus, le stockage contribue aussi positivement à cette croissance. Seul le commerce extérieur a une contribution négative : le haut niveau d'activité impliquant un haut niveau du courant des importations, courant plus soutenu que celui des exportations.

Le fléchissement de la croissance en 2001 et 2002 modifie profondément cette configuration. C'est ainsi qu'en 2002, l'essentiel de la croissance repose sur la contribution positive de la consommation finale. En revanche, l'évolution de l'investissement et le déstockage pèsent significativement de façon négative sur cette croissance. Enfin la contribution du commerce extérieur devient positive, traduisant le fort fléchissement du courant des importations accompagnant le ralentissement du rythme de l'activité économique intérieure.

## **2 La consommation des ménages freinée par la faiblesse des créations d'emploi**

Si la croissance française ne repose plus, en 2002, que sur le moteur « consommation » - ce qui bien sûr fragilise cette croissance - , ce moteur, d'une part, tourne de façon plus ralentie qu'au cours des années antérieures et, d'autre part, son alimentation a changé de nature.

En volume, l'évolution de la consommation finale des ménages est passée d'un rythme annuel moyen de croissance de 3.4% entre 1998 et 2000 à 2.6% en 2001 et 1.2% en 2002. Ceci est fortement lié :

- à l'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages qui passe d'un rythme de l'ordre de 3% l'an entre 1998 et 2001 à 1,9% en 2002.
- à la progression du taux d'épargne des ménages (de 15,3%, point bas atteint en 1999 au cœur de la période de bonne conjoncture, à 16,7% en 2002) à la fois épargne de précaution en période de remontée du chômage et épargne financière pour une partie des allègements fiscaux de fin d'année.



La décélération du revenu disponible brut des ménages vient pour l'essentiel de sa principale composante, la masse salariale qui s'infléchit (de 5,5% l'an entre 1999 et 2001, à 1,3% en 2002) sous l'effet du fort ralentissement des créations d'emplois.

Les comptes nationaux annuels permettent d'avoir une vision exhaustive et cohérente de l'évolution annuelle des emplois. (*voir tableau 1*)

En 2002, l'économie française a encore créé 165 000 emplois. Mais ce rythme de création a singulièrement diminué après « les années phares » de 1999 à 2001 où les créations d'emploi s'élevaient à plus de 400 voire 500 000 unités par an. Le taux de chômage est reparti à la hausse depuis juillet 2001. Il atteint 9.2% en février 2003. (*Voir graphique 4*)

### **3 Une rechute de l'emploi industriel**

Il reste toujours une grande différence de trajectoire entre les activités primaires et secondaires, d'une part, et les activités tertiaires, d'autre part.

Au-delà des fluctuations conjoncturelles, les activités de service sont toujours créatrices d'emploi, parfois en nombre important, alors que les activités agricoles et industrielles en détruisent avec régularité. A noter cependant que pendant la période de haute conjoncture, l'industrie manufacturière avait vu stopper son déclin en matière d'emploi pour renouer avec des créations, même si celle-ci sont restées modestes. Le secteur de la construction enfin reste encore en 2002 créateur d'emplois pour la quatrième année consécutive; mais le rythme de création semble, là encore, en train de s'essouffler.

Avec un décalage temporel, les évolutions de l'emploi suivent celles de l'activité des secteurs. Les fortes différences d'évolution entre les composantes de la demande (consommation des ménages en hausse et investissements en baisse) en 2002 trouvent un reflet dans une dichotomie entre les secteurs de l'économie française. D'un côté l'industrie et le commerce de gros subissent la faible croissance de l'économie mondiale, des exportations et des investissements. De l'autre le commerce de détail et les services profitent de la croissance de la consommation des ménages. (*Voir tableau 2*)



## 4 Une baisse des investissements accentuée par des déstockages importants

Les entreprises (en particulier les grands groupes) ont eu, en 2002, un comportement d'investissement restrictif.

Cette évolution régressive des investissements est bien sûr à mettre au compte de la dégradation forte et rapide des débouchés évoquée précédemment ; en notant d'ailleurs que cette dégradation des débouchés a été telle que les entreprises ont conduit en 2001 et 2002 des politiques de déstockage pesant négativement sur la croissance.

Ces problèmes de débouchés ont également contribué à la dégradation de la situation d'exploitation de l'ensemble des entreprises non financières, marquée par une baisse des taux de marge et d'épargne.

### 4.1 Ratios du compte des entreprises non financières

	1998	1999	2000	2001	2002
Taux de marge (1)	33.4	32.9	32.7	32.6	32.0
Taux d'investissement (2)	18.0	18.9	20.1	20.0	19.0
Taux d'épargne (3)	18.1	17.8	16.5	16.4	16.0

*EBEVA en % ; (2) FBCFVA en % ; (3) EBVA en %*

Au recul du taux de marge qui se poursuit en 2002 est venu s'ajouter les effets de la chute des bourses, liée au dégonflement de la « bulle Internet » et à un mouvement de défiance envers la sincérité des comptes des entreprises qui ont conduit à un durcissement des conditions de financement des entreprises.

Ces différents éléments ont conduit les entreprises à adopter un comportement attentiste et ainsi reporter leurs projets d'investissement tout au long de l'année 2002.



## 5 Faiblesse des importations françaises

Le contexte de faible croissance mondiale explique l'atonie du commerce extérieur français.

De plus l'appréciation de l'euro freine les exportations des entreprises françaises. Partant de 0.90 dollars en 2001 l'euro s'est apprécié de 14% en 2002, puis de nouveau de 6% sur les deux premiers mois de 2003 : en février le taux de change de l'euro s'est établi à 1.08 dollars pour un euro.

Malgré cela, la faiblesse des importations françaises a permis une contribution positive (0,3 point) du commerce extérieur à la croissance.

## 6 Un soutien de la croissance par les transferts sociaux

La consommation finale publique a connu une forte croissance en 2002, venant en quelque sorte prendre le relais de la décélération de la consommation des ménages. C'est ainsi que la contribution de la consommation finale globale se décompose en 2002 en 0.6 point pour celle des ménages et 1 point pour celle des « Administrations publiques (APU) ».

En variation annuelle en volume, la consommation des APU passe ainsi de 1.4% en moyenne sur les années 1998-2000 à 4.1% en 2002. Il n'y a là, a priori, rien que de très normal : les finances publiques jouant ainsi leur rôle contra-cyclique habituel.

Les transferts sociaux ont fortement soutenu la croissance (ils interviennent pour 0,7 points de PIB). Cette hausse n'avait pas été aussi élevée depuis 1982 sous l'effet principalement de l'extension des remboursements de santé (CMU) et de la mise en place de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).

Cela étant reste l'interrogation sur la « soutenabilité » de cette action publique qui peut être soulevée à partir de l'examen de l'évolution du compte des APU (voir tableau 3).

Comme le montrent ces données, les dépenses publiques ont connu une vive croissance en 2002 tant dans leur volet fonctionnement que prestations et transferts : en volume leur variation a été supérieure à 3%. Dans le même temps, les recettes n'ont connu, en valeur, qu'une progression modeste correspondant à une stagnation en volume (effet du ralentissement économique et des allègements fiscaux).

Le résultat en a été une dégradation marquée du solde des finances publiques : le déficit de l'ensemble des administrations publiques s'est creusé de 25 milliards d'Euros par rapport à 2001. Rapporté au PIB, le



déficit des finances publiques a dépassé la barre des 3%, seuil de déficit maximal toléré selon les critères du pacte européen de stabilité et de croissance.

Le poids de la dette publique dans le PIB atteint 58.6% après 57.3% en 2001.

En % du PIB	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Déficit public	4,2	3,5	2,7	1,8	1,4	1,5	3,1
Dette publique	57,1	59,3	59,7	58,9	57,6	57,3	58,6
Prélèvements obligatoires	44,8	44,9	44,9	45,6	45,2	45,0	44,6

## 7 Une reprise légère des prix

Les prix à la consommation augmentent de 2% en moyenne annuelle. L'évolution des prix s'explique principalement par la hausse des taxes sur le tabac, l'augmentation des loyers et la revalorisation des honoraires des médecins.

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Prix à la consommation	1.9	1.4	0.7	0.4	1.5	1.6	2.0

### 7.1 Des perspectives 2003 pessimistes

Les évolutions trimestrielles du volume du PIB et de la consommation finale des ménages montrent la situation tout à fait incertaine de la dynamique économique à la fin de l'année 2002. (Voir graphique 6)

La modeste reprise de la croissance au premier trimestre de l'année 2002 s'est rapidement étouffé, le quatrième trimestre voyant même une régression du PIB de 0.1%. Quant à l'évolution de la consommation finale des ménages, dont on a vu qu'elle restait le dernier moteur de la croissance, ses évolutions trimestrielles montrent un net fléchissement au cours de l'année 2002 comparée à ce qu'elle était encore en 2001.

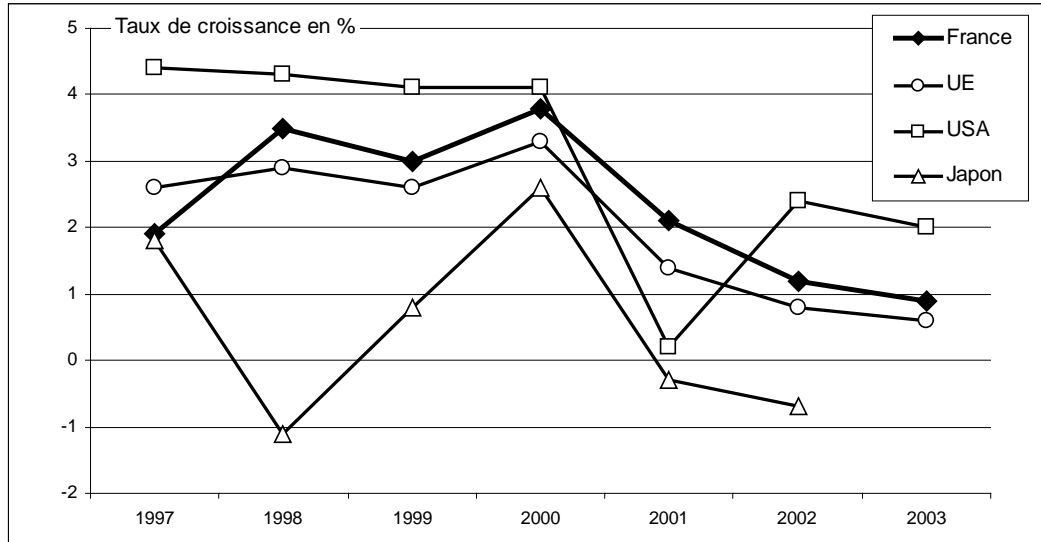
Si l'on associe ces dernières indications fournies par les comptes nationaux trimestriels aux premiers résultats des enquêtes d'opinion auprès des entreprises et des ménages pour le début de l'année 2003, on ne peut qu'être « raisonnablement pessimiste » pour l'avenir de l'économie française en 2003.

Quant à l'année 2004, bien imprudent serait celui qui dirait aujourd'hui quel pourrait être son profil !



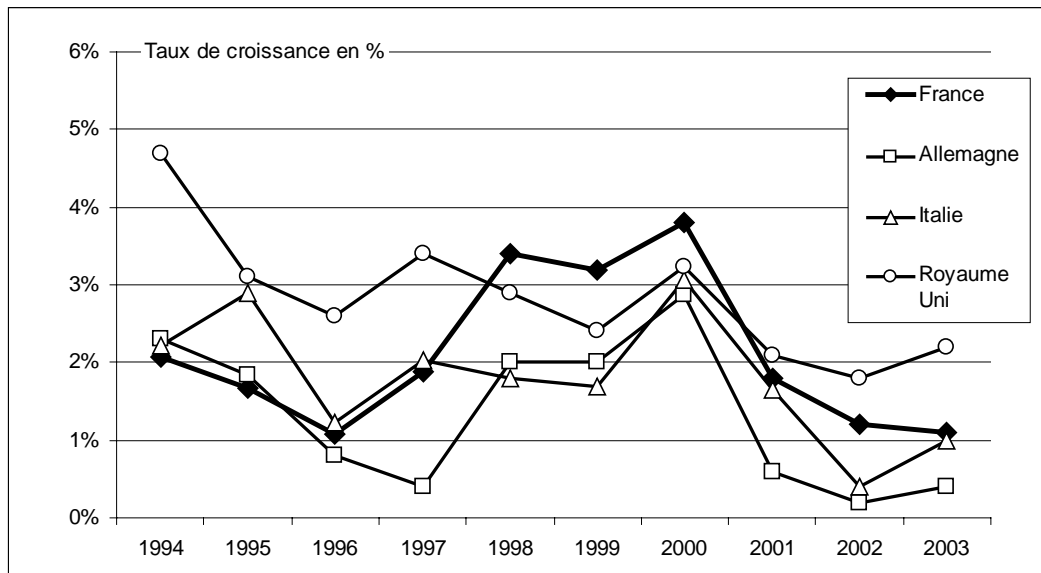
## 7.2 Graphiques et Tableaux

Graphique 1 : PIB France et zones économiques mondiales



Source : Eurostat

Graphique 2 : PIB de la France et de ses partenaires européens



Source : Eurostat



### Tableau 1 : L'emploi intérieur total par branches

Nombre de personnes en « équivalent temps plein » en milliers

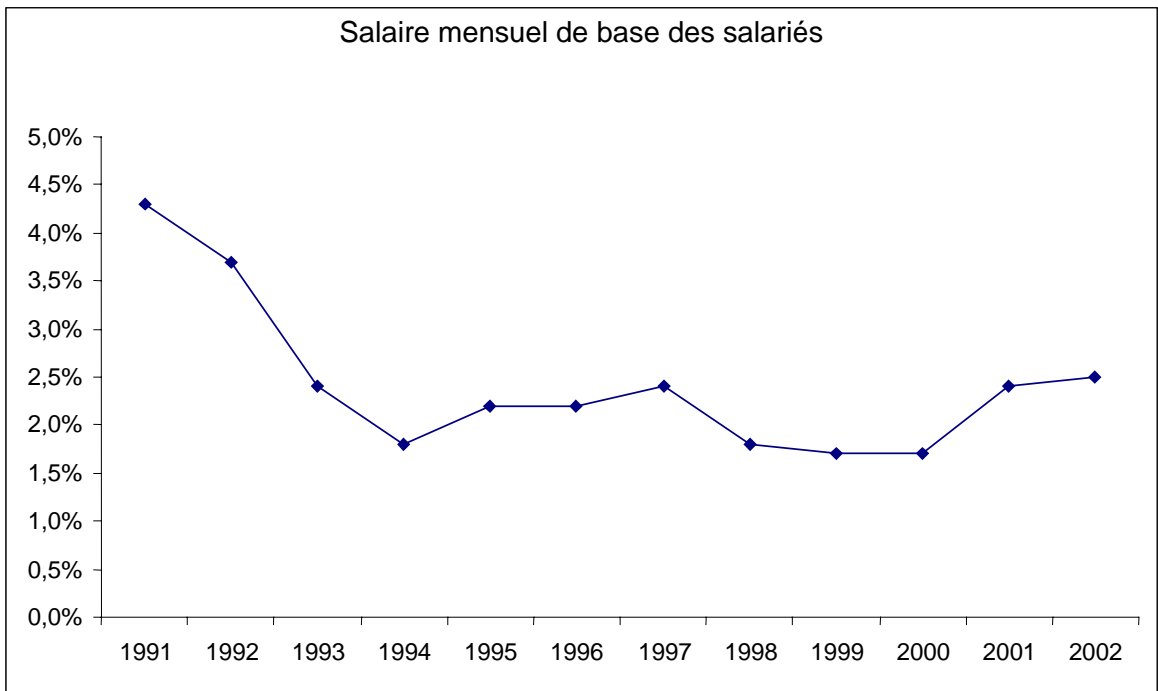
Branche	1996 (1)	Variation annuelle (en milliers)						2002 (1)
		1997	1998	1999	2000	2001	2002	
Agriculture	1 142	-19,9	-18,7	-17,2	-25,3	-12,9	-28	1 020
IAA	573	10	5,1	-0,1	6,7	5,3	3	603
Ind. Biens Consommation	754	-15,1	-16,3	-11,4	-7	-6,1	-15	683
Ind. Automobile	251	-1,2	-3	-0,4	7,8	7	-2	259
Ind Biens Equipement	746	-7,2	6,7	0,5	11,1	13,7	-15	756
Ind Biens Intermédiaires	1 386	-25,9	3,4	-7,6	12,6	15,4	-36	1 348
Energie	233	-6,1	-11,3	-4,8	4,9	0,3	-3	213
Construction	1 414	-36,4	-8,6	22	55,3	42,5	18	1 507
Commerce	2 832	21,3	53,2	65,7	91,2	72,3	57	3 193
Transports	904	1,4	23,3	37,1	44,8	42,4	10	1 063
Act. Financières	728	-3,6	-6	3,7	15,2	21,9	7	766
Act. Immobilières	267	-9	-4,1	10,4	4,9	5,4	-2	273
Serv. Entreprises	2 463	101,5	140,2	164,4	242,3	176,4	35	3 323
Serv. Particuliers	1 786	28,5	92	51,8	47,3	53,5	41	2 100
Educ, Santé, Action sociale	3 563	-2,8	12,7	65,7	48,7	24,6	56	3 768
Administration	2 579	8,3	5,4	25,6	32,9	-52,3	39	2 638
Total	21 622	43,8	274	405,4	593,4	409,4	165	23 513
(1) Effectifs totaux en milliers								

### Tableau 2 : Production par branches

Taux de croissance production par branches	2000	2001	2002
<b>Agroalimentaire</b>	0,5	0,4	2,1
<b>Produits manufacturés</b>	7,4	1,9	0,6
<b>Energie</b>	1,6	2,5	0,2
<b>Construction</b>	7,0	2,0	0,1
<b>Commerce- transport</b>	4,9	1,7	0,4
<b>Activités financières</b>	8,2	1,1	1,0
<b>Services marchands</b>	2,4	2,5	3,5
<b>Total</b>	5	2,2	1,6

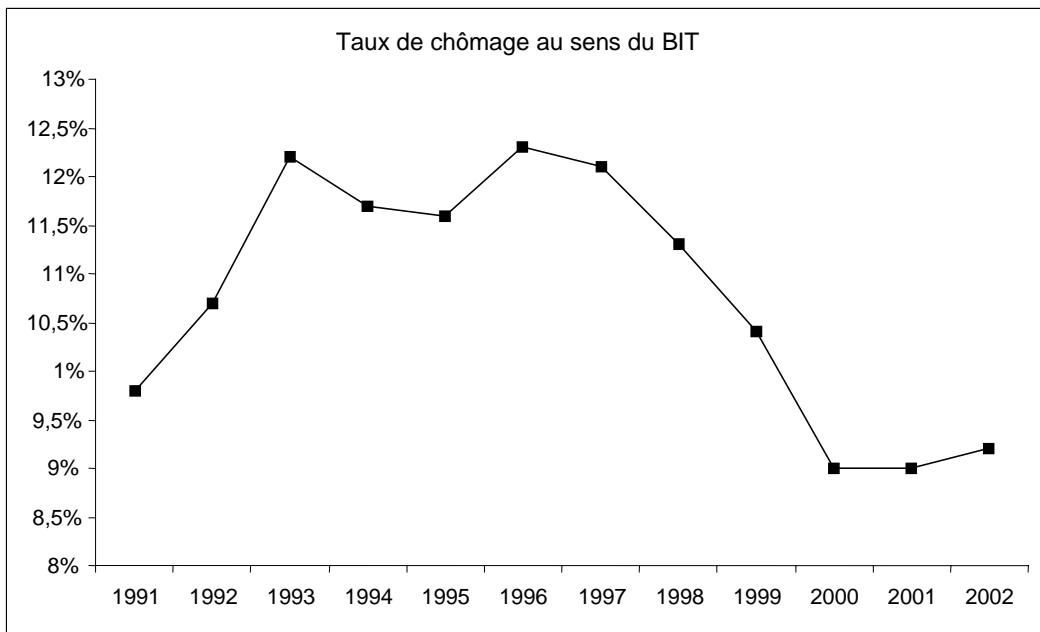
Source: INSEE, note de conjoncture, mars 2003





*Source : INSEE, Note de conjoncture, mars 2003*

### Graphique 4 : Chômage



*Source : DARES-ANPE 2003*

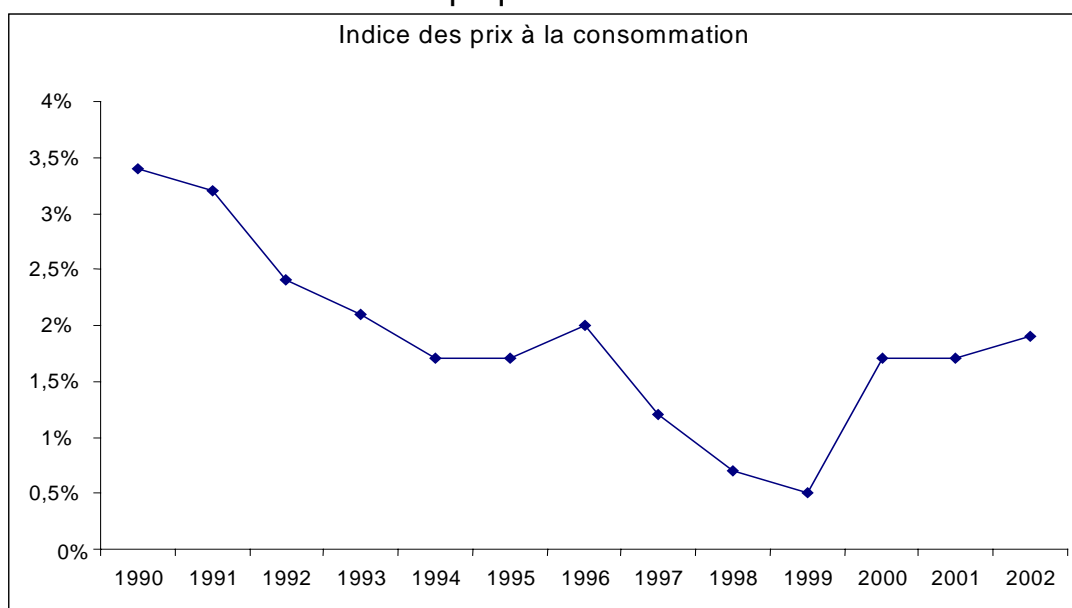


Tableau 3 : Le compte des Administrations publiques

	1998	1999	2000	2001	2002
Dépenses de fonctionnement	255.7	263.9 (3.2)	273.4 (3.6)	282.1 (3.2)	296.7 (5.2)
Prestations et autres transferts	360.1	373.9 (3.8)	381.6 (2.1)	398.7 (4.5)	422.1 (5.9)
Intérêts	46.8	45 (-3.8)	45.7 (1.6)	47.5 (3.9)	48.4 (1.9)
Investissements	40.6	43 (5.9)	47.4 (10.2)	47.6 (0.4)	47.3 (-0.6)
<b>Total dépenses</b>	<b>703.2</b>	<b>725.8</b> (3.2)	<b>748.0</b> (3.1)	<b>775.8</b> (3.7)	<b>814.4</b> (5.0)
Impôts et cotisations sociales	600.8	633 (5.4)	655.6 (3.6)	676.7 (3.2)	688.8 (1.8)
<b>Total recettes</b>	<b>668.4</b>	<b>701.9</b> (5.0)	<b>728</b> (3.7)	<b>753.3</b> (3.5)	<b>766.9</b> (1.8)
<b>Solde APU</b>	<b>-34.9</b>	<b>-23.9</b>	<b>-20.0</b>	<b>-22.5</b>	<b>-47.6</b>
dont Solde ETAT	-39.0	-35.3	-34.8	-34.4	-57.5
<i>Solde APU (%PIB)</i>	<i>-2.7</i>	<i>-1.8</i>	<i>-1.4</i>	<i>-1.5</i>	<i>-3.1</i>
<i>Solde ETAT (%PIB)</i>	<i>-3.0</i>	<i>-2.6</i>	<i>-2.5</i>	<i>-2.3</i>	<i>-3.8</i>

Valeurs courantes en milliards d'euros ; Les chiffres entre parenthèses= taux annuel de variation en %.

Graphique 5 : Inflation



Source INSEE, note de conjoncture mars 2003



Graphique 6 : Données trimestrielles

